

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES TRANSPORTS ROUTIERS  
ET DES ACTIVITES AUXILIAIRES DU TRANSPORT

Avenant n°6 du 28 mars 2022

à l'Accord du 16 février 2004 sur les rémunérations conventionnelles  
des personnels ambulanciers des entreprises de transport sanitaire

Conclu entre :

La Fédération Nationale des Transports de Voyageurs (FNTV), représentée par

L'Organisation des Transporteurs Routiers Européens (OTRE) représentée par

d'une part,

L'Union Fédérale Route FGTE-CFDT, représentée par

La Fédération Nationale des Transports et de la Logistique FO-UNCP, représentée par

La Fédération Générale des Transports CFTC, représentée par

d'autre part.

## **PREAMBULE**

Conformément aux engagements pris dans l'Accord du 16 juin 2016 relatif à la durée et à l'organisation du travail dans les activités du transport sanitaire, les partenaires sociaux ont ouvert à la négociation un accord sur la modernisation des classifications répondant à leur objectif de renforcement de la sécurisation des parcours professionnels dans les activités du transport sanitaire.

Le présent accord est constitutif du volet salarial de l'accord sur la modernisation des classifications actant de la volonté de ses parties signataires de reconnaître et valoriser les compétences, l'autonomie et les responsabilités des personnels ambulanciers.

L'accord sur la modernisation des classifications fait l'objet d'un accord distinct du présent accord, soumis à signature simultanément à celle du présent accord, et en est indissociable.

### **ARTICLE 1 : Objet**

Le présent accord a pour objet de revaloriser les taux horaires du personnel Ouvriers des entreprises du secteur du transport sanitaire dans le respect des nouvelles dispositions de l'accord sur la modernisation des classifications dont il est indissociable.

### **ARTICLE 2 : Champ d'application de l'accord**

Le présent accord s'applique dans les entreprises relevant du champ d'application de la CCN des transports routiers et des activités auxiliaires du transport, ayant pour code NAF :

- 86.90 A Ambulances

### **ARTICLE 3 : Revalorisation des rémunérations conventionnelles**

Les taux horaires garantis à l'embauche des personnels ambulanciers sont revalorisés comme suit et selon le calendrier suivant :

|                      | 1er avril 2022 | 1er juillet 2022 |
|----------------------|----------------|------------------|
| Ambulancier Niveau 1 | 10,72 €        | 10,81 €          |
| Ambulancier Niveau 2 | 11,03 €        | 11,12 €          |
| Ambulancier Niveau 3 | 11,30 €        | 11,64 €          |

En application des dispositions de l'article 12-6 de l'Accord-cadre du 04 mai 2000 modifié le montant des indemnités pour travail des dimanches et jours fériés des personnels ambulanciers est fixé à 21,33 € à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022 et à 21,74 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022.

### **ARTICLE 4 : Egalite professionnelle entre les femmes et les hommes**

Les partenaires sociaux réaffirment par ailleurs leur attachement à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et, conformément aux dispositions des articles L. 2241-1 et suivants du Code du travail, s'engagent à tendre à la suppression des écarts de rémunérations et à promouvoir l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Cet engagement a d'ailleurs été rappelé dans l'Accord conventionnel de Branche du 4 juin 2020 pour l'Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

### **ARTICLE 5 : Durée et entrée en vigueur**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et prend effet dès sa signature dans le respect des échéances visées dans son article 3.

### **ARTICLE 6 : Dispositions relatives aux entreprises de moins de 50 salariés**

Les présentes dispositions sont applicables quel que soit l'effectif de l'entreprise sans qu'il soit nécessaire de prévoir de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

**ARTICLE 7 : Publicité et dépôt**

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt à la Direction Générale du Travail du Ministère du Travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires.

Fait à Paris, le 28 mars 2022

La Fédération Nationale des Transports de  
Voyageurs (FNTV)

L'Organisation des Transporteurs Routiers  
Européens (OTRE)

L'Union Fédérale Route FGTE-CFDT

La Fédération Nationale des Transports  
et de la Logistique  
FO-UNCP

La Fédération Générale des Transports  
CFTC